



Recensement fédéral des entreprises 2008, secteurs primaire, secondaire et tertiaire

Description des données GEOSTAT

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Brève vue d'ensemble..... | 2 |
| Liste des caractères | 3 |
| Description des données | 4 |
| 1 Introduction..... | 4 |
| 2 Portée et jour de référence du recensement des entreprises..... | 4 |
| 3 Conceptions et définitions des caractères relevés | 5 |
| 3.1 Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) | 5 |
| 3.2 Définition des établissements (unités statistiques du RE) | 5 |
| 3.3 Taille des établissements | 6 |
| 3.4 Branche économique..... | 7 |
| 3.5 Emplois | 7 |
| 3.6 Taux d'occupation | 8 |
| 4 Géocodage | 9 |
| 4.1 Géocodage de l'emplacement de l'établissement..... | 9 |
| 4.2 Système de coordonnées..... | 9 |
| 4.3 Point de référence des coordonnées du bâtiment | 9 |
| 4.4 Cas particuliers..... | 10 |
| 4.5 Hectares collectifs | 10 |
| 5 Restrictions quant à la remise des données | 11 |

| | | | |
|-----------------------|---------------------------------------|---------|-----------------|
| Rédaction finale | Hans-Ulrich Zaugg | Version | 1.0 |
| En collaboration avec | Chantal Guggenbühl, Iris Krummenacher | Date | 20 octobre 2009 |
| Nom du fichier | be-f-00.03-23-bz08_NOGA_2008_v10.pdf | | |

Brève vue d'ensemble

Méthode de relevé / de saisie :

Le recensement des entreprises est un relevé exhaustif. Pour le secteur primaire, la plupart des données relevées (environ 95%) sont des données administratives collectées en application de l'ordonnance sur les paiements directs. Les données concernant les secteurs secondaire et tertiaire sont relevées au moyen d'un questionnaire sur papier, d'un questionnaire en ligne (e-survey) ou par profiling. La participation est obligatoire.

Le géocodage des exploitations a été réalisé à l'aide du Registre des entreprises et des établissements (REE) et du Registre des bâtiments et des logements (RegBL).

Années de relevé

2008

Les données hectométriques 2008 sont disponibles d'après la NOGA 2008 utilisée pour coder le recensement de 2008 de même que d'après la NOGA 2002, à l'instar des données hectométriques de 1995 à 2005.

Données géocodées

Quelque 1400 variables portant sur les établissements et les emplois (à plein temps ou à temps partiel) et les activités économiques selon la NOGA (Nomenclature générale des activités économiques) ont été agrégées à l'échelon de l'hectare ou sauvegardées sous forme de code de présence.

Structure des données (géométrie) dans GEOSTAT

Données se référant à des points (trame aux mailles de 100x100m).

GEOSTAT gère les données hectométriques au moyen de banques de données relationnelles, dans lesquelles chaque hectare (maille identique dans chaque recensement) représente un enregistrement. Ces enregistrements sont diffusés sous la forme de fichiers texte (séparateur^o: point-virgule) comprenant les coordonnées de l'angle sud-ouest de l'hectare.

Prochain recensement

2011

Propriétaire des données

Office fédéral de la statistique

Informations supplémentaires ou actualisées, accès aux données

<http://www.geostat.admin.ch>

Mention des sources / des données de base

Recensement des entreprises 2008, OFS GEOSTAT

Liste des caractères

La liste des caractères figure dans des fichiers séparés (Excel et PDF).

Description des données

1 Introduction

Le recensement des entreprises du secteur primaire est un relevé structurel exhaustif qui porte sur l'ensemble des établissements et des emplois dans ce secteur.

Le recensement des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire est réalisé à l'échelle nationale auprès de l'ensemble des établissements et entreprises des secteurs de l'industrie et des services.

Le but est de recueillir des données d'ordre économique, social et géographique sur la totalité des unités de production de notre économie. Le RE est utilisé pour mettre à jour le Registre des entreprises et des établissements (REE).

Le géocodage du recensement de la population de 1990 ayant été un succès, il a été décidé de géocoder les données des établissements recensés à partir du RE95/96, pour répondre aux attentes des utilisateurs, qui souhaitent une meilleure souplesse d'exploitation et résolution spatiale des données. Nous disposons désormais sous forme géocodée des résultats des recensements 1995/1996, 1998, 2001, 2005 et 2008.

2 Portée et jour de référence du recensement des entreprises

Le RE porte sur l'ensemble des établissements des trois secteurs économiques. Il englobe ainsi toutes les unités statistiques de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche ainsi que toutes les unités statistiques industrielles, artisanales et commerciales, les services, les professions libérales, les administrations publiques, les assurances sociales et les organisations sans but lucratif. Les ménages privés ne sont pas pris en considération, même s'ils ont des employés de maison. Ne sont pas non plus pris en compte les représentations des Etats étrangers en Suisse, les organisations internationales ni les établissements dont le personnel travaille moins de 20 heures par semaine au total. Ne sont pas non plus prises en considération les exploitations agricoles qui ne correspondent pas aux normes minimales appliquées dans les statistiques de l'agriculture (voir aussi le point 3.2.1).

Les informations collectées dans le cadre du RE concernent les jours de référence suivants :

Secteur primaire: (agriculture)

RE2008 : 2 mai 2008

Secteurs secondaire et tertiaire :

RE2008 : 30 septembre 2008

3 Conceptions et définitions des caractères relevés

3.1 Nomenclature générale des activités économiques (NOGA)

L'attribution de l'activité économique se fonde, pour les données dont il est question ici, sur la version 2008 Nomenclature générale des activités économiques (NOGA), établie par l'Office fédéral de la statistique. La NOGA se fonde sur la nomenclature des activités économiques de la Communauté européenne, la NACE Rév. 2. Cette compatibilité permet de comparer les réalités socioéconomiques sur le plan international.

La NOGA 2008 se subdivise en cinq niveaux hiérarchisés : chaque activité correspond à un code à six chiffres (appelé « genre »). La NOGA est compatible avec la NACE jusqu'au niveau 4 (« classe »). Le niveau 5 (« genre ») permet de prendre en compte les spécificités suisses.

| Hiérarchie | Exemple: | | Nombre total |
|----------------|----------|---|--------------|
| Section | C | Industries manufacturières | 21 |
| Division | 25 | Métallurgie et travail des métaux | 88 |
| Groupe | 256 | Traitement et revêtement des métaux ; mécanique générale n.c.a (non classée ailleurs) | 272 |
| Classe | 2562 | Mécanique générale n.c.a. | 615 |
| Genre | 256202 | Serrureries | 795 |

La subdivision classique entre les secteurs « agriculture, chasse, sylviculture, pêche et aquaculture », « industrie » et « services » résulte du regroupement des divisions suivantes :

| Secteur | Divisions |
|---|-----------|
| 1 Agriculture, chasse, sylviculture, pêche et aquaculture | 01-03 |
| 2 Industrie | 05-43 |
| 3 Services | 45-96 |

Les données de base collectées lors des recensements fédéraux des entreprises de 1995/1996, 1998, 2000/2001 et 2005 ont été harmonisées en fonction de la NOGA 2002. Les données de base du recensement des entreprises 2008 peuvent être exploitées d'après la NOGA 2008 et la NOGA 2002.

3.2 Définition des établissements (unités statistiques du RE)

3.2.1 Exploitations agricoles

D'après la NOGA 2008, les groupes 011 à 015 font partie du volet agricole du recensement, dans lequel l'unité statistique est constituée de l'exploitation agricole (établis-

sement). Sont considérées comme exploitations agricoles (normes inchangées depuis 1996) celles qui répondent à **un** des critères suivants :

- 1 ha de surface agricole utile
- 30 ares de cultures spéciales (baies, légumes, herbes et plantes médicinales, cultures fruitières, vignobles)
- 10 ares de cultures protégées (serres sous toit, serres en tunnel, etc.)
- 8 (places pour) truies à l'engrais
- 80 (places pour) porcs à l'engrais

300 unités de volaille

3.2.2 Etablissements non agricoles

Un établissement est une unité topographiquement distincte qui produit ou répare des biens ou fournit des services, quelle que soit leur nature, pendant au moins 20 heures par semaine, que cette activité soit rémunérée ou non. L'établissement peut être formé de bâtiments (ou de parties de bâtiment), de terrains ou de toute autre unité locale clairement délimités.

Un établissement est une partie d'une unité institutionnelle telle qu'une entreprise marchande (la plus petite entité juridique exerçant une ou plusieurs activités économiques). Si l'unité institutionnelle se compose d'une unique unité locale, l'unité institutionnelle et l'établissement correspondent parfaitement.

Les éléments décentralisés d'une unité institutionnelle (par ex. les dépôts, les établissements auxiliaires, les bureaux, les services administratifs situés dans une autre commune) sont chacun considérés comme un établissement séparé, à condition que l'on y travaille au moins 20 heures par semaine.

En revanche, tous les établissements d'une même unité institutionnelle situés dans la même commune, séparés uniquement par une route, une voie ferrée, une rivière, etc. sont considérés comme une unité locale et, par conséquent, comme un seul établissement.

Les établissements de différentes unités institutionnelles situés sur le même terrain, par exemple dans un immeuble commercial ou un immeuble de bureaux ou un dépôt commun, sont saisis séparément.

Les détenteurs d'un point de vente, d'un stand, etc. rattaché à un emplacement précis, que celui-ci soit ou non doté de constructions, doivent également compléter un questionnaire. C'est également le cas des indépendants qui effectuent une activité itinérante (représentant, forain, etc.), l'emplacement de l'établissement étant alors leur propre domicile.

Les chantiers ne sont considérés comme des établissements que lorsqu'ils existent depuis un certain temps et à partir d'une certaine envergure. Ils doivent en plus répondre aux critères suivants (analogues à ceux en vigueur dans l'UE) :

- durée prévue des travaux : plus de deux ans ;
- plus de 50 personnes occupées ;
- administration du personnel partiellement autonome.

3.3 Taille des établissements

La répartition des établissements en fonction de leur taille se fonde sur le critère du « nombre d'équivalents plein temps ». Les classes suivantes ont été choisies afin d'assurer une comparabilité internationale la plus complète possible : **0-1, 2-3, 4-5, 6+** pour le secteur primaire et **0-9, 10-49, 50-249, 250+** pour les secteurs secondaire et tertiaire.

3.4 Branche économique

Pour pouvoir attribuer un établissement ou une exploitation agricole à une position de la Nomenclature générale des activités économiques, il faut au préalable en déterminer l'activité principale.

Activité agricole : la répartition ne se fait pas d'après la déclaration de l'établissement, mais en fonction de la part de la marge brute standard (MBS). La MBS correspond à la différence entre la valeur monétaire de la production d'un ou de plusieurs produits et le coût de production lié à sa fabrication. Une MBS par unité de surface ou par animal est définie pour chaque catégorie de produit. Pour que l'on attribue l'entreprise aux établissements spécialisés, il faut qu'au moins 2/3 de la MBS de toute l'entreprise provienne d'une production principale (viticulture, élevage porcin, etc.).

Le calcul de la MBS a été établi pour différentes cultures, espèces ou catégories d'animaux par la station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, d'après des directives de l'UE. Contrairement aux pratiques de l'UE, le calcul de la MBS s'est effectué de manière homogène au niveau suisse, sans tenir compte des spécificités régionales.

Activité non agricole : l'activité principale est l'activité qui demande le plus de personnel (selon la déclaration de l'établissement). Les unités statistiques dans lesquelles ne sont exercées que des activités auxiliaires (services internes tels que comptabilité, transport, entreposage, achats, réparations, maintenance, etc.) ont été assorties du code propre à ces activités auxiliaires.

3.5 Emplois

Ont été retenues toutes les personnes employées, le jour de référence, dans un établissement pris en considération dans le recensement et travaillant au moins 6 heures par semaine, que leur activité soit rémunérée ou non. Les propriétaires et les collaborateurs familiaux travaillant au moins 6 heures par semaine comptaient également au nombre de ces personnes. Cette restriction a permis d'éviter que les personnes occupées à titre accessoire dans une association, une fondation, une coopérative, un syndicat, un parti politique, un service public, etc. ainsi que les concierges et le personnel de nettoyage occupés à titre secondaire soient eux aussi pris en compte, ce qui aurait rendu le recensement pratiquement impossible. Dans l'agriculture, on tient compte de toutes les personnes employées, indépendamment du nombre d'heures de travail qu'elles ont accomplies.

Ont été considérés comme personnes actives occupées les propriétaires, gérants, directeurs, indépendants, employés et salariés (personnes travaillant à domicile comprises), apprentis, auxiliaires, personnes travaillant à l'extérieur (monteurs, chauffeurs, représentants) ainsi que les volontaires et les collaborateurs familiaux. Les personnes absentes de l'établissement le jour du recensement ont également été prises en compte.

Les pensionnaires de homes, de maisons d'éducation au travail, etc. n'ont pas été considérées comme des personnes actives occupées. Les intérimaires (autrement dit les personnes engagées temporairement par l'intermédiaire d'un bureau de placement) ont été recensés dans l'établissement où ils travaillaient effectivement, et non dans celui qui les a placés.

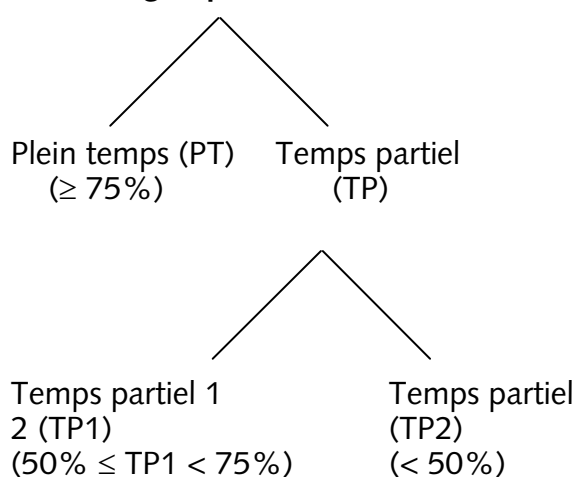
3.6 Taux d'occupation

Le taux d'occupation se mesure à la durée hebdomadaire du travail effectué par la majorité des personnes occupées à plein temps.

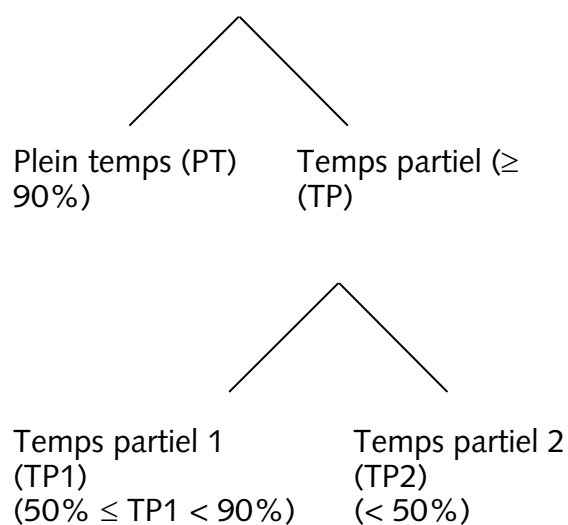
Les catégories suivantes ont été retenues :

Emplois dans l'agriculture.

(NOGA, groupes 011 – 015) :



Autres emplois:



4 Géocodage

4.1 Géocodage de l'emplacement de l'établissement

L'emplacement de chaque établissement recensé depuis 1995 a été géocodé. Il s'agit-là de la plus petite unité du RE, identifiée par un numéro REE univoque (*REE* = [Registre des entreprises et des établissements](#)). Pour le géocodage, chaque établissement a été rattaché au bâtiment situé à l'adresse correspondante dans le [Registre fédéral des bâtiments et des logements \(RegBL\)](#), mis en place lors du recensement de la population 2000. Il est donc possible de relier l'établissement aux coordonnées du bâtiment telles qu'elles figurent dans le RegBL.

Les bâtiments sont des constructions durables, bien ancrées dans le sol et utilisées pour l'habitat, le travail, la formation, la culture ou le sport.

Dans les cas de maisons contiguës jumelles, en rangée ou en groupe, chaque bâtiment disposant d'une propre entrée et séparé des autres par un mur mitoyen allant au moins du rez-de-chaussée jusqu'au toit est considéré comme indépendant.

Les maisons contiguës sont classées selon le critère du « mur mitoyen », d'après les normes et les recommandations internationales pertinentes (EUROSTAT, ONU, etc.).

Ce critère permet ainsi de différencier les bâtiments de manière uniforme, d'après un unique critère de construction. A noter toutefois que le parc immobilier déterminé selon le critère du mur mitoyen, s'il correspond dans une large mesure à celui délimité par les parcelles (cadastre) ou par les adresses des bâtiments (poste), ne recouvre pas exactement ces derniers.

4.2 Système de coordonnées

Les géodonnées de la statistique fédérale sont fournies sous la forme de coordonnées nationales cartésiennes (mathématiques). Les logiciels SIG comme ArcGis, MapInfo, etc. requièrent des coordonnées dans ce format.

Dans les systèmes cartésiens de coordonnées, les angles sont lus dans le sens contraire des aiguilles de la montre. La **coordonnée EST (abscisse)** forme l'**axe des X**, la **coordonnée NORD (ordonnée)** l'**axe des Y**.

En géodésie en revanche, les angles sont lus dans le sens des aiguilles de la montre. Dans ce cas, l'axe des X se réfère au méridien (qu'elle suit en parallèle). Il représente donc l'ordonnée, tandis que l'axe des y forme l'abscisse.

4.3 Point de référence des coordonnées du bâtiment

Le point de référence géographique correspond en principe au milieu de la surface au sol du bâtiment. Si celle-ci est d'une forme particulière (angle, fer à cheval, etc.), on s'assurera toutefois que le point de référence fait bien partie de la surface au sol du bâtiment.

Si les coordonnées X/Y proviennent de la mensuration officielle (MO93), la position du numéro du bâtiment dans le plan cadastral numérique tient lieu de point de référence géographique.

Dans certains cas, la position du numéro de bâtiment est remplacée par la position du numéro de l'entrée principale.

4.4 Cas particuliers

Complexes industriels occupant une surface importante et comprenant plusieurs bâtiments séparés représentant un seul établissement

Le bâtiment dans lequel se trouve la direction de l'établissement ou des ateliers (directeur, chef d'atelier, etc.) forme le bâtiment de référence pour l'emplacement de l'établissement.

Exploitations agricoles formées de plusieurs ruraux (avec ou sans partie habitée)

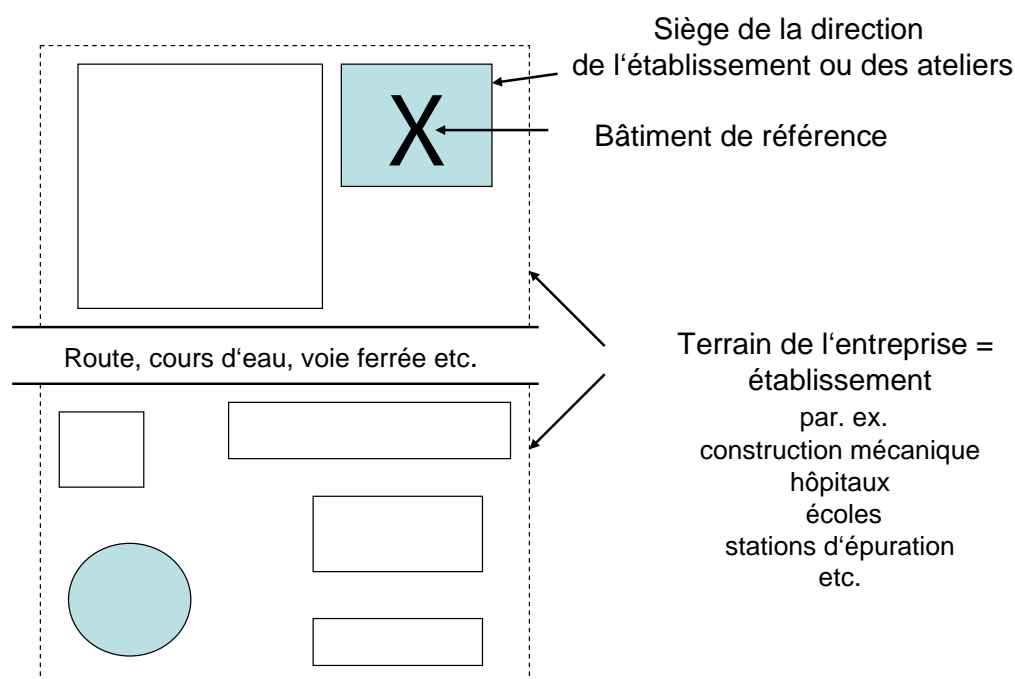
Le bâtiment dans lequel habite l'exploitant forme le bâtiment de référence pour l'emplacement de l'exploitation.

Exploitations agricoles dont l'exploitant n'habite pas dans la commune où l'entreprise est située

Le rural présentant la surface la plus vaste (étable, grange, remise, etc.) forme le bâtiment de référence pour l'emplacement de l'entreprise

Etablissements dont l'activité économique n'est pas liée à un emplacement géographique précis (entreprise de jardinage par exemple)

Le bâtiment dans lequel se trouve la direction de l'établissement ou des ateliers (directeur, chef d'atelier, etc.) forme le bâtiment de référence pour l'emplacement de l'établissement. En l'absence d'un tel bâtiment, le domicile du propriétaire de l'établissement (courtier d'assurances p. ex.) sert de référence.



4.5 Hectares collectifs

Les établissements qui, pour différentes raisons, n'ont pas pu être localisés et, donc, géocodés, sont attribués à un « hectare collectif » correspondant au centre (principal) de la localité où ils se situent d'après le Registre des entreprises et des établissements.

Dans le domaine agricole, toutes les exploitations viticoles qui ne correspondaient pas à un bâtiment en particulier se sont vu attribuer les coordonnées centrales de la localité. Sont principalement concernées des exploitations viticoles situées dans les cantons de Vaud, du Valais et du Tessin. On a également attribué des coordonnées centrales aux

exploitations appartenant aux domaines de la chasse, de la sylviculture et de la pêche qu'il n'a pas été possible de localiser précisément.

5 Restrictions quant à la remise des données

Pour des raisons de protection des données, le recensement des entreprises est soumis à certaines restrictions quant à la remise des données et à la représentation cartographique à l'échelle hectométrique. Ainsi, les valeurs absolues 1 à 3 ne doivent en aucun cas apparaître dans les exploitations standard ; elles sont regroupées dans une classe à laquelle on attribue la valeur « 3 ». Dans des cas fondés, des données non classées peuvent cependant être remises à des fins statistiques, de recherche et de planification, après conclusion d'un contrat de protection des données.